

le pouvoir avec la C.G.T. (unifiée alors) et appuyés sur les masses en armes, tendait essentiellement à faire prendre conscience aux travailleurs de la brèche qui s'ouvrait entre les possibilités objectives de la situation et le refus de leurs partis (le facteur subjectif en histoire) d'utiliser ces possibilités.

Etait-ce irréalisme ? Les « observateurs » et les « réalistes » qui passent leur vie à traîner derrière les événements et à les justifier après coup trouvent toujours irréalistes et méprisables les luttes qui ne sont pas victorieuses. A cette jauge, les plus grands irréalistes furent les communards.

Par ailleurs, le haut réalisme de la politique trotskyste à cette époque est prouvé par ce qui se passa dans d'autres pays. La Yougoslavie était aussi promise à la zone impérialiste par le partage de Yalta. Mais, là, un P.C. s'était déjà, par la logique même de la dynamique de sa lutte pendant l'occupation, libéré de la dépendance de Moscou.

Ce seul exemple répond à la troisième confusion de Bourdet, fondée sur son irréalisme logicien et mécaniste. La réalité est dialectique, et ce ne sont pas les « appareils » qui font l'Histoire — la révolution — selon les plans et en application de schémas préfabriqués. Bourdet écrit : « Quant à l'hypothèse, également gauchiste, suivant laquelle le simple jeu de l'action révolutionnaire transformerait si profondément le parti qu'il aurait un nouveau visage et entraînerait les masses avec lui au lieu de les jeter dans les bras des « anticommunistes » fondamentaux, elle me paraît absolument improuvée ».

Encore une fois, la formulation fausse le problème lui-même. L'hypothèse trotskyste n'est pas que le P.C.F., « décidant » l'action révolutionnaire (en vertu de quel impératif ?) se serait alors transformé et aurait ensuite « entraîné les masses », mais à l'inverse que, si nous étions parvenus à entraîner les masses dans l'action révolutionnaire avec assez de force, les Thorez (et les Blum) seraient devenus incapables de les arrêter et de les canaliser, et que le P.C.F. en aurait changé de nature ou aurait éclaté. Les trotskystes ne disposant pas d'assez de forces, les actions qu'ils dirigèrent ne purent contrebalancer l'action contre-révolutionnaire des appareils P.C.F. et S.F.I.O. Dans cette lutte, Bourdet n'était pas à nos côtés. Il était prêt à reprendre la mitrailleuse contre le P.C.F. au côté de... Bidault. Qui était irréaliste et confusionniste ?

Toutes les révolutions victorieuses, depuis, dans le monde, montrent que notre schéma stratégique était réaliste : c'est en dehors du P.C. (voire contre lui) que les castristes ont fait la révolution à Cuba ; indépendamment et contre la ligne du P.C.A. que les Algériens ont fait la leur ; c'est en rompant avec la stratégie de Staline et en « écoutant » les besoins des masses, en se confiant à leur dynamisme que Tito et Mao purent transformer leur lutte de résistance en lutte pour le pouvoir. En France, l'élan de la Libération est retombé, les trotskystes ont été battus ; Bourdet ne croit cependant pas que mai 58 soit aussi de sa faute.

M. LEUWEN.

Aux grands maux les grands remèdes

« Le pouvoir dévoile donc brutalement ses batteries : son plan est une véritable déclaration de guerre aux travailleurs ; le temps des promesses et de la carotte est terminé, celui de la trique commence » (Vie ouvrière du 3-6-1964)

On se rappelle que c'est en partant de cette appréciation que Benoît Frachon, dans un article fameux de l'Humanité, annonçait un « certain tournant » de la C.G.T. vers des mouvements d'ensemble.

DIFFICULTES ECONOMIQUES

En effet, depuis le plan de stabilisation, les patrons n'ont pas chômé. La conjoncture est mise à profit pour concentrer, décentraliser, licencier... Pour 1964, on prévoit un accroissement de la production industrielle de 4,4 % contre 5,6 % en 1963, et pour 1965 le taux d'expansion de la production nationale est fixé à 4,5 % alors qu'il devrait atteindre 6 % pour réaliser les objectifs du IV^e Plan.

La réalité risque même de dépasser ces prévisions. En pleine saison de l'automobile, Peugeot réduit son horaire, Renault fait chômer ses ateliers alternativement (ses effectifs ont diminué de 4.000 depuis un an).

Aisthom (16.000 ouvriers), dans la branche électrique, en fait autant, ainsi que de nombreuses entreprises sous-traitantes des « grands ».

Il serait hasardeux d'exagérer tous ces phénomènes et de conclure que nous allons vers une crise généralisée rapide. Disons plus justement que les patrons tentent de profiter de la situation. Le rythme d'augmentation des salaires diminue (1^{er} trimestre 1964 par rapport à 1963).

LA REPRESSION

Mais surtout des mesures de licenciements de délégués du personnel (C.G.T. en particulier), sont prises : 2 délégués à la Société mosellane sidérurgique à Hagondange (7.000 ouvriers), 2 militants C.G.T. chez Harvester (1.700 ouvriers), à Croix, dans le Nord. 1 délégué C.G.T. chez Renault, à Billancourt, ainsi que plusieurs mis à pied, etc...

Ceci ne fait apparaître que plus dérisoires les récentes conversations entre C.N.P.F. et Force ouvrière qui ont abouti d'une part à une recommandation du C.N.P.F. aux patrons de « s'efforcer maintenant d'accorder la quatrième semaine de congés payés » (onze millions l'ont déjà obtenue), et d'autre part à la promesse de tenir un fichier des conventions collectives. Quant aux mesures de protection des militants dans les entreprises, réclamées par F.O., les patrons n'ont rien promis. On s'en serait douté...

Malgré tout, les patrons n'avancent qu'avec prudence. Différents symptômes les inquiètent.

A la suite de « divers mouvements revendicatifs », la direction des Ateliers et Chantiers de Bordeaux-Dunkerque lock-outait ses 300 ouvriers. Ceux-ci répliquaient immédiatement, entraînant par la suite les mensuels (les couches nouvelles) dans l'occupation des locaux.

De même à la Société mosellane sidérurgique d'Hagondange, les ouvriers déclenchèrent la grève illimitée dès le licenciement de leurs deux délégués.

Par ailleurs, les manifestations de Mulhouse, de Saint-Etienne, particulièrement importantes, montrent qu'il existe dans la classe ouvrière une réserve de combativité, même lorsqu'on ne peut la mesurer qu'à l'occasion d'actions défensives...

LES JOURNEES D'ACTION

Il faut avouer que la participation des travailleurs aux actions organisées par leurs directions syndicales est en effet assez restreinte, n'entraînant la plupart du temps que l'avant-garde la plus « politisée » ou la mieux organisée.

Cela provient évidemment des difficultés créées par un « tournant » aussi rapide. On ne passe pas, du jour au lendemain, des multiples actions particulières dans chaque atelier, à une action coordonnée à l'échelon national des travailleurs de toute une branche d'industrie. Cela s'est particulièrement manifesté lors de la journée d'action de la métallurgie C.G.T. le 14 mai qui aboutit, principalement dans la région parisienne, à un échec.

D'autre part, l'absence d'unité, la polémique C.G.T.-C.F.T.C., dans la métallurgie, ne favorisent pas le déclenchement de luttes importantes. Mais tous les militants s'accordent à dire que même si l'unité avait été réalisée, des difficultés considérables auraient subsisté pour entraîner la grande masse des travailleurs, ainsi qu'on l'a vu d'ailleurs le 18 mars.

DES PERSPECTIVES

En définitive, les travailleurs ne se déterminent pas exclusivement en fonction de la politique de leurs états-majors. La situation évoquée au début de cet article pèse sur les travailleurs. Dans l'automobile qui intéresse plus d'un million de travailleurs d'industries diverses, les problèmes se posent à partir des difficultés économiques et des craintes concernant le retour des congés payés.

D'autre part, la routine revendicative, les mots d'ordre bûclés, vagues (pour l'augmentation des salaires et la réduction du temps de travail) ne provoquent ni intérêt,

ni enthousiasme. Profondément, les travailleurs estiment que les remèdes proposés (1 ou 2 heures par ci, par là, un défilé dans « le calme et la dignité ») sont tout à fait inefficaces. Si les militants n'apprécient pas justement l'importance de ce facteur des perspectives que réclament les travailleurs, ils ne comprendront jamais pourquoi les travailleurs de la métallurgie ne répondent pas à un mot d'ordre d'ensemble sur un objectif relativement aussi élevé que la réduction du temps de travail, mais que par contre ils se lancent dans un mouvement, illimité au départ, pour obtenir la réintégration de délégués licenciés.

Car les ouvriers ont une optique réaliste : « Aux grands maux, les grands remèdes » pensent-ils assez justement.

ACTION POUR QUOI ?

En raison des trop nombreuses grèves terminées « en queue de poisson » ou plus simplement trahies, les travailleurs, méfiants, aimeraient trouver d'abord, dans leurs états-majors, une détermination égale à la leur quand ils décident eux-mêmes de se battre.

Ensuite, rien ne répugne plus aux ouvriers que les manœuvres des sommets ou leurs polémiques hypocrites, que l'unité retrouvée puis brisée alternativement, pour des motifs inavoués ou douteux. Tout ceci implique qu'une réelle démocratie existe dans les rangs ouvriers et que les décisions discutées librement soient d'avantage discutées par la base. En un mot, il s'agit d'instaurer un contrôle du sommet par la base. Ces préalables supposent que les militants et les ouvriers soient convoqués plus fréquemment à des assemblées larges, où seraient débattues les questions intéressant les ouvriers. On obtiendrait ainsi l'indispensable liaison entre l'élaboration des décisions et l'action elle-même.

Enfin, le contrôle de l'application des décisions à prendre devrait permettre la création de collectifs de travail, de véritables comités d'unité d'action.

- Halte aux licenciements.
- 40 heures immédiatement.
- Répartition du travail (échelle mobile des heures de travail).
- Maintien du salaire quel que soit l'horaire.
- Occupation des usines en réplique aux lock-out.
- Protection des délégués.
- Rassemblements massifs, manifestations de rues.
- Conférences de tous les travailleurs des secteurs touchés par la récession.
- Comités larges d'unité d'action.
- Front unique des partis ouvriers et des syndicats.
- A la porte le gaullisme.

C'est en travaillant patiemment dans cette voie, en infligeant dans chaque cas particulier une défaite à chaque patron arrogant, en mobilisant tous les travailleurs d'un même secteur, d'une même localité, en défendant avec la dernière énergie conquêtes et avantages acquis, que les travailleurs prépareront le renversement du gaullisme.

H. DUPARC.

(en milliers)	1954	1962
Agriculteurs exploitants.	3.966	3.011
Artisans	734	611
Patrons pêcheurs	24	19
Petits commerçants	1.268	1.117
Professions libérales	119	124
Total	6.321	4.882
Professeurs	81	126
Ingénieurs	81	139
Cadres supérieurs	272	371
Instituteurs et Services sociaux	399	530
Techniciens	193	350
Cadres moyens	546	609
Contremaîtres	162	307
Total	1.734	2.432
Total général	8.045	7.314

REGRESSION DES PAYSANS ET COMMERÇANTS

Cette différenciation accrue de la société française pose d'ores et déjà des problèmes au grand capital. En effet, pour des raisons économiques sur lesquelles nous allons revenir, il a dû restreindre le champ d'activité de cette petite bourgeoisie, en d'autres termes, diminuer la part globale de la plus-value qu'il lui rétrocède. Politiquement, dans toute la phase d'évolution structurelle accélérée, cela le contraint à recourir à un pouvoir fort afin que le pouvoir échappe aux pressions des clientèles électorales. La petite bourgeoisie fut utilisée et maintenue artificiellement durant des décennies, comme masse de manœuvre de la démocratie bourgeoise. Dès lors que l'on s'attaque à cette couche sociale, ou, au moins, à ses éléments les plus faibles, il devient difficile d'appuyer sur elle les structures de l'Etat et de maintenir les apparences démocratiques.

Cela ne serait possible que si, par ailleurs, la classe

ouvrière était totalement désorganisée politiquement. Mais quelles sont les raisons économiques qui poussent à l'amenuisement de la petite bourgeoisie ? Pourquoi le grand capital tend-il à s'attaquer maintenant à ces couches ?

Bien entendu, la baisse tendancielle de taux de profit justifierait apparemment que le grand capital tente de limiter cette redistribution de la plus-value. Mais ce facteur n'est pas nouveau et joue de cette façon, maintenant, pour des raisons spécifiques. La plus importante est, sans doute, que le marché capitaliste s'épuise désormais.

Avec l'extension des Etats ouvriers depuis la seconde guerre mondiale, et celle de la révolution coloniale, les énormes possibilités d'investissements que présentaient les pays coloniaux et semi-coloniaux sur le plan des matières premières et de la main-d'œuvre, tendant à se tarir ou deviennent trop incertaines. Le ralentissement du développement économique survenu ces dernières années dans des pays capitalistes importants a accéléré les efforts de la limitation, désormais acquise, du marché capitaliste. Ainsi, les capitaux accumulés par le grand capital ne trouvent plus à s'investir entièrement dans le développement de ses branches traditionnelles d'activité.

C'est ainsi que 16,7 % des artisans ont disparu de 54 à 62, 20,8 % des patrons pêcheurs et 11,8 % des petits commerçants. Mais, par contre, cette explication est inadéquate pour les paysans.

L'exploitation des terres par de grandes sociétés reste en France une exception. La régression du nombre de paysans est essentiellement la rançon du progrès de la productivité. Mais là encore, cette recherche d'une productivité accrue a été due, dans une large mesure, à la levée des mesures protectionnistes caractéristiques de la III^e République.

Ainsi, dans un premier temps, la mécanisation de l'agriculture a fait chuter le nombre des ouvriers agricoles, notamment entre les recensements de 1946 (3.339.083) et 1954 (1.151.520). Depuis, on tend plutôt vers une stabilisation de leur nombre puisqu'il en reste 829.000 en 1962. Par contre, alors que le nombre des agriculteurs exploi-

tants est resté stable entre 1946 (3.951.711) et 1954 (3.983.840), il a été ramené, depuis, à 3.011.600 en 1962.

En réalité, le reflux de la paysannerie semble dans une certaine mesure le résultat d'un choix du grand capital. A la stabilité sociale et politique que lui assurait le protectionnisme agraire, il préfère finalement le maintien à un niveau relativement bas des prix agricoles, c'est-à-dire, en définitive, du prix de la force de travail.

En effet, le problème pour le grand capital français est de tirer sur le marché mondial le bénéfice de ces efforts de productivité. C'est là un des résultats de la production de très grande série qui exige un marché dépassant les frontières de l'hexagone, et qui est le seul moyen d'être compétitif.

Ainsi, les paysans sont aujourd'hui victimes de ce relatif libéralisme économique. En quelques années, ils doivent subir des transformations qui eussent réclamé des décennies, et bien entendu sans que l'on donne un métier ou un logement à ceux qui refluent vers les villes. C'est de cela que vient leur mécontentement, de cette pression économique et de ses conséquences.

Si l'on ne peut en tirer la conclusion qu'ils deviennent les prolétaires du temps, et qu'au contraire, on considère que la période de mutation passé, leur comportement se retrouvera plus conservateur, on ne peut négliger que nombre d'entre eux parviennent à la conscience de certains intérêts communs avec les ouvriers. Cette transition serait favorisée si les partis ouvriers avaient une politique d'alliance politique et pratique, contre la bourgeoisie industrielle et commerçante. Mais trop souvent les organisations ouvrières traditionnelles se complaisent dans la simple défense de privilèges mourants, ce qui, pour autant, ne justifie pas les néo-réformistes qui prétendent, eux, soutenir le grand capital contre les couches économiquement rétrogrades.

A l'utopie de l'épure économique parfaite, il faut opposer l'alliance de combat contre le grand capital, même si cela implique, temporairement, que les plans des grands et des petits technocrates se trouvent perturbés.

L. COLLONGE.